

La Chambre de commerce internationale

La Chambre de commerce internationale (ICC) est l'organisation mondiale des entreprises. Elle est l'unique porte-parole reconnu de la communauté économique à s'exprimer au nom de tous les secteurs et de toutes les régions.

ICC a pour mission fondamentale d'encourager les échanges et les investissements internationaux et d'aider les entreprises à relever les défis et saisir les opportunités de la mondialisation. Depuis sa fondation, au début du siècle dernier, son action repose sur la conviction que le commerce est une puissante force de paix et de prospérité, et le petit groupe de patrons clairvoyants qui fut à l'origine de sa création se qualifiait lui-même de « marchands de paix ».

Les activités d'ICC relèvent essentiellement de trois domaines : élaboration de règles, arbitrage et politique générale. Le fait que ses entreprises et associations membres soient directement engagées dans le commerce international lui confère un poids sans égal dans la mise en place de règles destinées à guider la bonne marche des affaires dans le monde. Bien que ne faisant appel qu'à l'autodiscipline, ces règles sont quotidiennement respectées dans des milliers de transactions et font partie intégrante de l'édifice du commerce international.

ICC offre également aux entreprises de nombreux services pratiques essentiels, au premier rang desquels figurent ceux de sa Cour internationale d'arbitrage, principale institution mondiale de règlement des litiges commerciaux. Autre pièce maîtresse du dispositif d'ICC, sa Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF) a pour mission d'encourager la formation de réseaux et les échanges d'informations sur les pratiques d'excellence des chambres.

Cadres et experts des entreprises membres d'ICC travaillent à formuler le point de vue de la communauté économique internationale, tant sur de grands problèmes touchant au commerce et à l'investissement que sur des sujets techniques et sectoriels essentiels, dans le domaine, entre autres, des services financiers, des technologies de l'information, des télécommunications, de l'éthique du marketing, de l'environnement, des transports, du droit de la concurrence et de la propriété intellectuelle.

ICC entretient d'étroites relations de travail avec les Nations unies comme avec d'autres organisations intergouvernementales, dont l'Organisation mondiale du commerce et le G8.

Fondée en 1919, ICC fédère aujourd'hui des centaines de milliers de sociétés et d'associations économiques, dans plus de 130 pays. Ses comités nationaux relaient les préoccupations des entreprises locales et communiquent aux pouvoirs publics les avis qu'elle exprime au nom de la communauté économique mondiale.

Pour plus d'informations sur l'adhésion à ICC, consulter son site internet (iccwbo.org) ou contacter le département « Membres » de son secrétariat international à Paris.

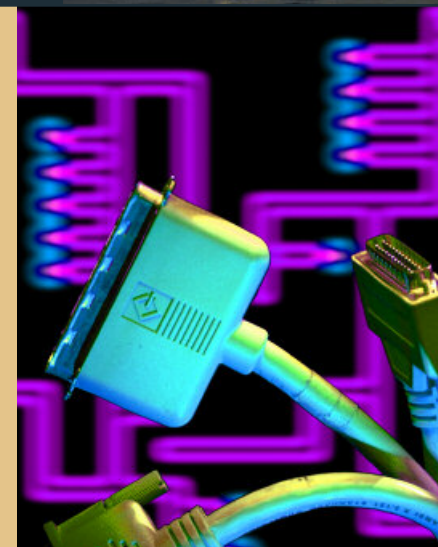
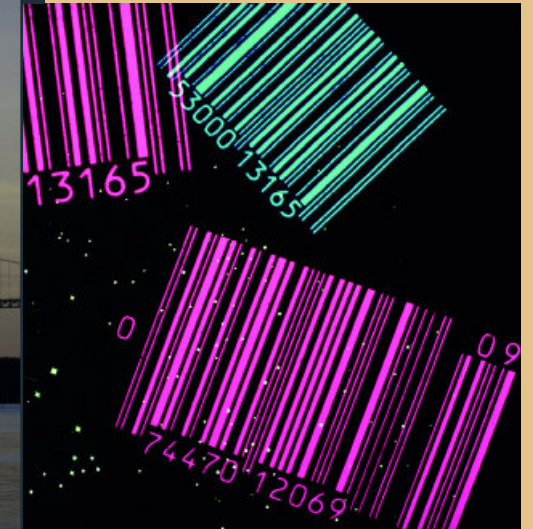


International Chamber of Commerce
The world business organization

Chambre de commerce internationale
38, cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France
Téléphone + 33 (0) 1 49 53 28 28 Télécopie + 33 (0) 1 49 53 29 24
Internet www.iccwbo.org Courriel icc@iccwbo.org



International Chamber of Commerce
The world business organization



ICC en 2008
Résultats, objectifs
et leadership

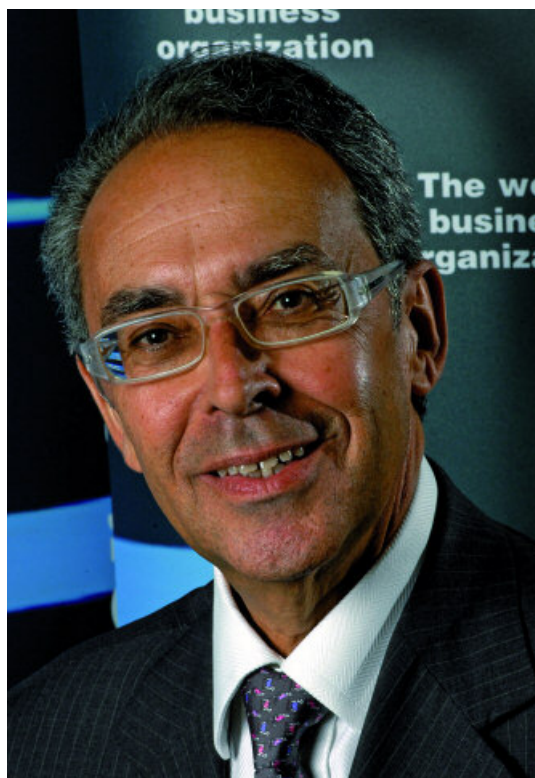


ICC en 2008

Priorités stratégiques	2
Résultats obtenus en 2007 au nom des entreprises	4
Programme 2008	10
Projets spéciaux	16
Comités nationaux	20
Comité directeur	22
Présidence	24

L'édition 2007 du Congrès mondial des chambres de commerce a rassemblé un nombre record de 1 600 participants. Au premier rang, troisième à droite, Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État des États-Unis, puis Marcus Wallenberg, président d'ICC, Nur Yircali, Rona Yircali, président de la Fédération mondiale des chambres de commerce d'ICC, et Recep Tayyip Erdogan, premier ministre turc.

Priorités stratégiques



2008 marquera pour ICC le début d'une ère nouvelle – et un tournant majeur dans sa longue histoire. Fin 2007, en effet, les instances dirigeantes de notre organisation ont décidé de la doter d'une structure de pouvoir et de décision plus efficace afin de lui permettre d'épouser avec plus de souplesse et de rapidité les incessantes évolutions qu'engendre la mondialisation.

Cette réforme de grande ampleur a pour objet de :

- consolider le leadership mondial d'ICC en matière de politique générale et de défense du commerce et de l'investissement, d'élaboration de règles et de règlement des différends ;

- › permettre aux célèbres services d'arbitrage d'ICC de faire face à la pression croissante de la concurrence et de renforcer leur présence dans les pays émergents, en particulier en Asie ;
- › favoriser un réseau mondial de comités nationaux influents, capable d'évoluer avec son époque et de refléter la puissance économique croissante d'autres régions du globe que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale ;
- › utiliser de manière plus productive le réseau de chambres de commerce d'ICC, par l'entremise

de la Fédération mondiale des chambres de commerce, afin de toucher la masse toujours croissante des petites et moyennes entreprises concernées par la mondialisation ;

- › rapprocher ICC de ses clients ultimes, autrement dit de ses membres – entreprises, chambres de commerce et organisations économiques ;
 - › inciter plus de grands patrons à s'investir dans les activités d'ICC, notamment par le biais de l'ICC World Business Summit, un forum annuel qui sera inauguré en juin 2008 à Stockholm ; et
 - › encourager une communication accrue, afin d'améliorer la visibilité, la reconnaissance et l'impact d'ICC et d'asseoir plus solidement sa réputation de porte-parole de la communauté économique mondiale auprès des gouvernements nationaux et des organisations intergouvernementales.
- Plus généralement, la réforme vise avant tout à réaffirmer l'attachement d'ICC à la mission première de ses pères fondateurs : promouvoir le commerce et l'investissement internationaux.

ICC tire sa légitimité, sans équivalent dans le monde, non seulement de sa présence dans 130 pays, auprès d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, mais aussi de son engagement constant, depuis près de 90 ans, en faveur d'un système mondial de commerce et d'investissement ouvert, ainsi que de l'économie de marché. Cette position de fond a contribué de manière extrêmement efficace à une saine expansion des échanges et à une amélioration du niveau de vie dans de vastes régions du monde.

Mais ICC ne s'est jamais contentée de plaider pour ses idées et d'attendre des gouvernements qu'ils résolvent les problèmes. Nos services d'arbitrage

commercial, réputés dans le monde entier, sont une forme de justice privée. ICC a également, grâce à l'expertise et à l'expérience de ses adhérents, élaboré au fil des ans un vaste arsenal de règles, de principes directeurs et de codes – parfois qualifiés d'« outils commerciaux » – qui, volontairement appliqués par les entreprises, facilitent le commerce international et contribuent à diffuser des pratiques d'excellence au sein du secteur privé. La plus récente version des règles universellement acceptées d'ICC en matière de crédits documentaires est entrée en vigueur à la mi-2007. En 2008, les Incoterms – série mondialement connue de règles d'interprétation des termes commerciaux – seront à leur tour révisés.

ICC dispose d'autres atouts, dont son statut consultatif de première catégorie auprès des principales organisations intergouvernementales et sa longue expérience de l'expression de l'opinion des entreprises et de l'exercice de son influence sur les négociations intergouvernementales. Ces dernières décennies, le monde est devenu de plus en plus interdépendant. Aucun gouvernement national, même de pays riche et puissant, n'est à l'évidence capable de résoudre seul des problèmes mondiaux tels que les changements climatiques. L'avenir passe forcément par une coopération multilatérale accrue entre pays au sein des organisations intergouvernementales, et promouvoir cette voie doit être l'une des grandes priorités d'ICC. Nous sommes bien placés pour tirer pleinement parti de nos liens étroits avec les organisations intergouvernementales, comme de notre capacité sans égal de bâtir des consensus au sein de la communauté économique mondiale, de manière à ce que la voix des entreprises se fasse entendre haut et fort là où elle est appelée à compter de plus en plus.

Rien n'est jamais acquis dans le combat pour une économie mondiale ouverte et pour l'économie de marché. Chaque génération doit réapprendre les mêmes leçons. ICC, comme elle l'a fait tout au long de son histoire, restera un point de ralliement inébranlable pour tous ceux qui considèrent, à l'instar de ses fondateurs, que le renforcement des liens commerciaux entre les nations est bon pour le commerce, bon pour le niveau de vie mondial, et bon pour la paix. Telles sont les priorités stratégiques d'ICC, que l'on trouvera détaillées dans les pages qui suivent.

Les retards accumulés par les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha de l'OMC continuent de peser sur la libéralisation des échanges et encouragent les forces protectionnistes toujours actives de par le monde. Parallèlement, la grave crise du crédit qui secoue les États-Unis et l'Europe depuis 2007 a renforcé les craintes inspirées par la mondialisation. En 2008, ICC aura sans aucun doute pour principaux défis de poursuivre son énergique plaidoyer en faveur d'une conclusion positive du cycle de Doha, de défendre le système commercial multilatéral, de lutter contre toutes les formes de protectionnisme et de contrer les efforts mal inspirés qui visent à faire reculer la mondialisation.

Guy Sebban
Secrétaire général d'ICC

Résultats obtenus en 2007 au nom des entreprises

En 2007, ICC a continué de travailler avec énergie et détermination à encourager le commerce et l'investissement internationaux fondés sur des règles et à aider les entreprises à relever les défis et saisir les opportunités de la mondialisation.

Élaboration de règles à l'intention des entreprises

ICC élabore des règles et des principes directeurs qui sont utilisés dans le monde entier afin de faciliter les opérations commerciales et de diffuser les meilleures pratiques en la matière.

Règles bancaires révisées

La dernière version des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, intitulée RUU 600, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Publiées pour la première fois en 1933 et régulièrement mises à jour depuis, ces règles de base d'ICC sont aujourd'hui incorporées dans la quasi-totalité des lettres de crédit. Respectées dans le monde entier, elles couvrent un commerce de marchandises évalué à plusieurs milliards de dollars par an. Jamais aucune autre série de règles commerciales privées n'a connu un tel succès et les RUU 600 ne manqueront pas d'être, comme les précédentes éditions, une référence incontournable pour les entreprises de tous les continents. Des stages de formation ont été organisés à travers le monde afin d'aider les professionnels à s'adapter aux nouvelles règles et un commentaire a été publié afin d'expliquer la nouvelle approche de certains points sensibles. À ce jour, plus de 7 000 intéressés ont aussi eu accès à la formation en ligne dédiée aux RUU 600. Celles-ci sont désormais disponibles en 25 langues, sous forme de livre, de brochure ou de publication numérique, y compris une édition bilingue anglais-français. Un manuel intitulé *International Standard Banking Practice* encourage

en outre des pratiques uniformes dans le domaine des crédits documentaires.

Règlement des différends

La Cour internationale d'arbitrage d'ICC, qui jouit d'un prestige inégalé dans son domaine, a continué de développer sa présence dans le monde et de diversifier son pool d'arbitres. Au total, 599 nouvelles affaires ont été enregistrées en 2007, contre 593 en 2006, et le nombre total des dossiers confiés à la Cour depuis sa fondation en 1923 a franchi le cap des 15 000. La Cour a par ailleurs étoffé son programme de formation, coorganisé des conférences à Tunis, New York et Rio de Janeiro, inauguré un nouveau séminaire sur la résolution amiable des différends et accueilli des délégations de nombreux pays, dont le Vietnam, l'Ouzbékistan et les États-Unis. La Commission de l'arbitrage d'ICC a rendu un rapport sur les « Techniques pour maîtriser le temps et les coûts dans l'arbitrage », qui a été publié sous forme de brochure. Le deuxième concours annuel de médiation simulée d'ICC a élargi son audience, avec en compétition 20 équipes juridiques de 14 pays.

Promotion de l'autodiscipline dans la publicité

ICC a assuré la promotion de son Code consolidé sur les pratiques de publicité et de communication de marketing, dans l'UE et en Amérique du Nord ainsi que dans les pays émergents et les régions à forte croissance. Des traductions en français, russe, serbe, espagnol, suédois et turc ont été publiées. Le Code de vente directe a également été révisé et mis à la disposition des entreprises, des consommateurs et des autorités de réglementation.



En 2007, ICC a poursuivi sa campagne de longue haleine en faveur d'avancées dans les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha de l'OMC.

Maîtriser le sourcing international

Afin d'aider les petites et moyennes entreprises à mieux planifier leurs approvisionnements mondiaux, ICC a publié un guide pratique, *Legal Handbook on Global Sourcing Contracts*, sur l'évaluation des coûts, des risques et des performances de fournisseurs potentiels.

Traité adopté avec succès

Après avoir contribué à la rédaction de la Convention de La Haye sur les accords d'élection de for, ICC a travaillé à la promotion de ce traité multilatéral sur la compétence et les règles d'exécution des décisions dans le cadre de contrats entre parties privées, entré en vigueur en 2007.

Réduire les risques des mégaprojets

ICC a publié un contrat modèle pour les grands marchés de construction forfaitaires clés en main, dernier né d'une série d'instruments destinés à faciliter des transactions commerciales internationales représentant des milliards de dollars par an.

Commerce, investissement et mondialisation

À l'instar de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec laquelle elle entretient des rapports étroits, ICC considère que la libéralisation multilatérale du commerce est le plus sûr moyen de permettre à tous les pays de renforcer leur économie et d'améliorer le niveau de vie de leur population.

Soutien aux négociations commerciales multilatérales

En 2007, ICC a poursuivi sa campagne de longue haleine en faveur d'avancées dans les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha. Elle a mobilisé les PDG de 85 grandes sociétés de différentes régions du monde qui – dans une lettre publiée en mars dans le *Financial Times* – ont appelé les gouvernements membres de l'OMC à placer en tête de leurs priorités la réussite du cycle de Doha. À l'occasion du Congrès mondial des chambres de commerce, en juillet, les participants ont adopté à l'initiative d'ICC une déclaration pressant les gouvernements de faire les concessions nécessaires pour parvenir à un accord. Toujours en juillet, ICC a publié une prise de position apportant un ferme soutien aux textes de compromis élaborés par les présidents des groupes de négociation du cycle de Doha sur l'agriculture et l'accès au marché des produits non agricoles. En septembre, ICC a recommandé des moyens de progresser sur la facilitation des échanges. À Stockholm, le président d'ICC, Marcus Wallenberg, a discuté avec le président du Brésil, Lula da Silva, du rôle clé de son pays dans le cycle de Doha, et coorganisé avec le directeur

> Paris 01.01.2007 > > > > > > Londres 22.01.2007 > > > > > > Davos 26.01.2007 > > > > > > Genève 29.01.2007 > > > > > > Genève 30-31.01.2007 > > > > > > Genève 12.02.2007 > >



Entrée en fonctions de Victor Fung, nouveau vice-président d'ICC



Le Bureau maritime international d'ICC publie son rapport annuel 2006 sur la piraterie



À Davos, le président d'ICC appelle à une avancée des négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha de l'OMC



ICC dévoile les résultats de la première étude mondiale de la BASCAP sur la contrefaçon et le piratage



3^e Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage



Les entreprises fixent des priorités pour le prochain Forum sur la gouvernance de l'internet

général de l'OMC, Pascal Lamy, un débat suivi par les principaux dirigeants des entreprises suédoises.

Certificats d'origine

En juillet, une version papier a fait suite à la publication sous forme de livre électronique du guide *International Certificates of Origin Guidelines*, destiné à aider les exportateurs et importateurs et les administrations des douanes à veiller à ce que les certificats d'origine soient correctement délivrés et vérifiés, conformément aux meilleures pratiques mondiales. La délivrance et l'authentification de ces importants documents incombent aux chambres de commerce, dans un marché mondial où les règles d'origine sont extrêmement diverses. Dans ce domaine, la mission de formation assurée par la Fédération mondiale des chambres de commerce d'ICC a été saluée par de nombreuses organisations, dont l'UE et l'OMC.

Pratiques d'excellence en matière de propriété intellectuelle

L'*Intellectual Property Roadmap* d'ICC, qui en est à sa huitième édition, est devenu un outil d'information indispensable pour les entreprises et les décideurs politiques en ce qui concerne les questions existantes et émergentes touchant à la propriété intellectuelle. Ce rapport a été traduit, cette année, en chinois, arabe, espagnol et portugais. Lors d'un débat à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ICC a présenté de précieux exemples d'actions des entreprises démontrant le rôle de la propriété intellectuelle dans la promotion du développement. Elle a aussi formulé des propositions, à la Convention sur la diversité biologique, sur un certificat de

provenance des matériaux biologiques et génétiques et sur la protection des savoirs locaux. ICC a également conseillé le gouvernement chinois pour la révision de ses lois sur les brevets et les marques.

Assurer la loyauté de la concurrence

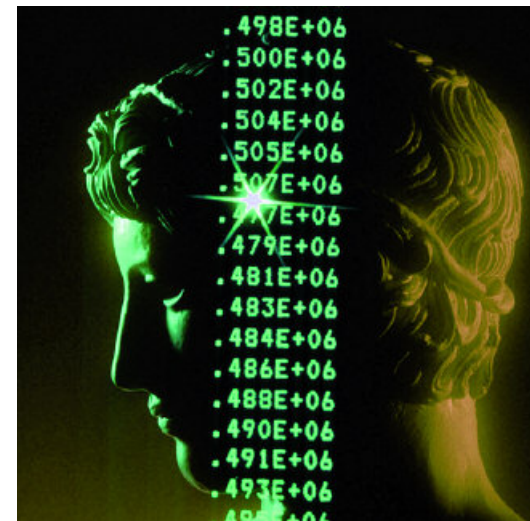
La commission américaine pour la modernisation des lois antitrusts a endossé dans son rapport annuel les vues d'ICC sur la courtoisie active, qui visent à améliorer l'application du droit de la concurrence dans les affaires internationales. ICC a veillé à ce que l'avis des entreprises soit pris en compte dans les décisions politiques gouvernementales en adressant à la Commission européenne des commentaires sur son projet de communication concernant les mesures correctives appliquées dans les affaires de concentration ainsi que sur la réforme de ses lignes directrices applicables aux concentrations entre des entreprises entretenant des relations verticales ou conglomérales. ICC a également formulé des commentaires sur la révision par la Commission fédérale du commerce des États-Unis de la « loi Sherman » relative à la monopolisation.

Ciel ouvert

Après avoir longuement bataillé en faveur de ce projet, ICC s'est félicitée de la conclusion entre l'UE et les États-Unis d'un accord historique sur la libéralisation du transport aérien, qui marque une étape importante sur la voie de la libéralisation multilatérale du secteur.

Conseils sur les émissions de gaz à effet de serre

ICC a conseillé l'UE sur son projet d'inclure



L'*Intellectual Property Roadmap* d'ICC est devenu un outil d'information indispensable pour les entreprises et les décideurs politiques en ce qui concerne les questions existantes et émergentes touchant à la propriété intellectuelle.

le secteur du transport aérien dans son système d'échange de quotas d'émission et fait valoir que tout régime d'échange des quotas d'émission devrait être discuté au niveau international sous les auspices de l'Organisation internationale de l'aviation civile. ICC a aussi souligné l'importance de mesures volontaires des entreprises concernées et la nécessité d'améliorer la gestion du trafic aérien.

Responsabilité des transporteurs

Au cours d'une réunion avec la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI), ICC a appelé à harmoniser les régimes de responsabilité et à préserver la liberté des entreprises de négocier leurs contrats en réduisant autant que possible l'intervention des pouvoirs publics.

Mise en garde contre les fraudes

Le Bureau maritime international d'ICC a tiré profit de ses nombreuses sources d'information pour avertir ses membres de possibles fraudes liées

au financement du commerce, permettant ainsi aux banques adhérentes de réévaluer leurs relations avec leurs clients à haut risque.

Protection des voies maritimes

La surveillance des mers organisée par le Bureau maritime international d'ICC et par son Piracy Reporting Centre à Kuala Lumpur a permis d'identifier les zones les plus exposées au risque de piraterie et de réduire la fréquence des attaques au Bangladesh et en Indonésie.

Simplification des formalités de transit

Avec l'adhésion du Pakistan, 65 pays utilisent aujourd'hui le système des carnets ATA, qui permet l'importation temporaire de marchandises en franchise de droits. Lors du Congrès mondial des chambres de commerce, en juillet, ICC a organisé deux ateliers pour les entreprises exportatrices et appelé les ressortissants de pays non encore adhérents à encourager leur gouvernement à entamer la procédure juridique d'adoption du système ATA.

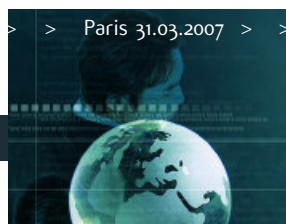
Rôle des entreprises dans la société

Dans un monde en rapide mutation, ICC suit avec attention les nouvelles évolutions et leurs conséquences pour les entreprises, et encourage des pratiques responsables tant dans les pays développés qu'en développement. Favoriser l'entreprise privée dans le tiers-monde est un élément clé de la lutte contre la pauvreté. Dans ce domaine, le programme de travail d'ICC est double :

> New York 02.03.2007 > > > > > > Paris 31.03.2007 > > > > > > > Dubai 22-23.04.2007 > > > > > > > Paris 27.04.2007 > > > > > > > New York 30.04-11.05.2007 > > > > > > > Heiligendamm 06-08.06.2007 >



Guy Sebban, secrétaire général d'ICC, et Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, conviennent d'intensifier la coopération entre les entreprises et les Nations unies



ICC publie l'édition 2007 de son *Intellectual Property Roadmap*



Conférence ICC / FIDIC sur le règlement des différends nés de contrats internationaux de construction



John Ruggie, représentant spécial de l'ONU, présente au secrétariat international d'ICC son rapport sur les entreprises et les droits de l'homme



ICC présente la Business Action for Energy à la 15^e réunion de la Commission de l'ONU pour le développement durable (CSD15)



ICC axe sa déclaration au sommet du G8 sur des sujets d'une importance stratégique pour la communauté économique mondiale

Programme 2008

En 2008, ICC continuera d'œuvrer au service de la communauté économique mondiale au sein de ses divisions spécialisées, commissions de politique générale et comités nationaux. Quelques-uns de ses projets et objectifs 2008 sont évoqués ci-dessous.

Pour plus d'informations sur les objectifs des deux initiatives spéciales actuelles d'ICC, la Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy (BASCAP) et la Business Action to Support the Information Society (BASIS), voir respectivement pages 16-17 et 18-19.

Élaboration de règles à l'intention des entreprises

Élargir l'assise géographique du règlement des différends

Compte tenu de l'importance croissante de la région Asie-Pacifique pour les Services de règlement des différends et la Cour internationale d'arbitrage d'ICC, celle-ci et son secrétariat ont décidé d'ouvrir de nouveaux bureaux à Hong Kong et Singapour. Une annexe du secrétariat de la Cour sera installée à Hong Kong, avec une équipe chargée d'administrer les affaires engagées dans la région conformément au règlement d'arbitrage d'ICC. Le directeur de l'arbitrage et de la résolution amiable des différends d'ICC pour l'Asie travaillera pour sa part à Singapour, où ICC ouvrira un bureau de liaison de ses Services de règlement des différends. Des séminaires et formations consacrés au règlement des différends sous l'égide d'ICC continueront d'être organisés dans le monde entier. La Cour d'arbitrage diffusera des informations dans davantage de langues, sur papier et sous forme électronique, dont ses règlements, ses clauses types et ses sentences, décisions et ordonnances, expurgées de certains détails tels que les noms des parties en cause.

Ouverture à Paris d'un centre d'audience d'ICC

En réponse à la demande croissante des milieux économiques et juridiques, ICC ouvrira un centre réservé aux audiences d'arbitrage et autres méthodes de règlement des différends commerciaux. Ce sera la première infrastructure de ce type à Paris.

Faciliter le règlement des litiges

La Commission de l'arbitrage d'ICC réunira dans un guide pratique couvrant autant de pays que possible les règles de procédure nationales régissant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, étudiera le rôle d'amiables compositeurs des tribunaux arbitraux, rédigera à l'intention des experts des notes explicatives sur la conduite des procédures d'expertise et identifiera pour les examiner les questions qui peuvent se poser par rapport aux trusts et à l'arbitrage.

Clarté des contrats

Les très appréciés contrats modèles d'ICC sont un gage de confiance et de sécurité pour des transactions commerciales internationales se montant chaque année à des milliards de dollars. Les nouveaux contrats publiés cette année porteront sur les licences de marque pour des produits fabriqués par d'autres personnes que le titulaire, les transferts de technologie et les accords sur l'achat et la vente d'actifs pour les fusions et acquisitions.

Révision des Incoterms

ICC révisera les Incoterms 2000, la liste de termes commerciaux la plus utilisée dans le monde, qui assure depuis de nombreuses années une sécurité juridique très appréciée.

Fondamentaux de l'import-export

ICC publiera la troisième édition d'*Export-Import Basics* afin de tenir les entreprises informées des



ICC révisera les Incoterms 2000, la liste de termes commerciaux la plus utilisée dans le monde.

dernières évolutions clés d'un commerce mondial en rapide mutation, évalué à 14 000 milliards de dollars.

Promotion des carnets ATA

Des programmes d'assistance technique et des campagnes de promotion seront organisés tout au long de l'année afin d'aider les pays d'Asie et d'Amérique latine à intégrer le système des carnets ATA. ICC encouragera par ailleurs le développement de ce système en participant au groupe de travail de l'Organisation mondiale des douanes chargé d'étudier la faisabilité d'un carnet électronique universel.

Aplanir le financement du commerce

ICC travaille à la révision de ses Règles uniformes relatives aux garanties sur demande. La Banque mondiale a adopté ce texte modèle très utilisé, qui apporte des garanties protégeant les importateurs contre les retards et défauts d'exécution des exportateurs. ICC a aussi élargi la gamme de ses publications sur le financement du commerce, avec une traduction en français de son commentaire

pratique sur les RUU 600, ses règles universellement acceptées relatives aux crédits documentaires.

Lutte contre le blanchiment

Un nouveau groupe de travail d'ICC a été chargé de formuler le point de vue des entreprises sur les projets de réglementation destinés à mettre un frein au blanchiment d'argent.

Promouvoir l'éthique du marketing

ICC continuera d'encourager le secteur privé à respecter de strictes normes d'éthique du marketing grâce à l'autodiscipline. Elle assurera la promotion de son Code consolidé sur les pratiques de publicité et de communication de marketing et réunira les entreprises et les organisations partenaires afin d'encourager la liberté et l'ouverture des marchés du marketing et de la publicité. Le Code international révisé ICC / ESOMAR de pratiques loyales en matière d'études de marché et d'opinion sera mis à la disposition des entreprises, des consommateurs et des autorités de réglementation.

Commerce, investissement et mondialisation

Conclure le cycle de Doha

Rien n'est plus important pour stimuler le commerce et l'investissement internationaux fondés sur des règles que de mener à bonne fin les négociations commerciales du cycle de Doha de l'OMC. ICC continuera de plaider fermement et publiquement

> Istanbul 04-06.07.2007 > > > > > Istanbul 04.07.2007 > > > > > Istanbul 06.07.2007 > > > > > Paris 17.07.2007 > > > > > Paris 31.07.2007 > > > > > Hong Kong 03-07.09.2007 >



Affluence record au 5^e Congrès mondial des chambres de commerce



Discours de Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État des États-Unis, au 5^e Congrès mondial des chambres de commerce



Remise des prix du Concours mondial des chambres de commerce



La communauté économique mondiale soutient les textes de compromis du cycle de Doha de l'OMC



Publication de principes directeurs d'ICC encourageant la sécurité et de l'efficacité énergétiques



Rencontre entre Guy Sebban, secrétaire général d'ICC, et Timothy Tong, membre de la Commission indépendante contre la corruption

pour une conclusion positive de ces négociations, en formulant des recommandations et en défendant au plus haut niveau la position des entreprises, de manière à nourrir et dynamiser le débat.

Politique de la concurrence

Afin de mieux faire entendre la voix des entreprises dans le processus d'élaboration des lois et des politiques de la concurrence, ICC renforcera sa participation à l'International Competition Network, organisation qui travaille à favoriser la convergence de l'application des mesures antitrusts.

Abus de position dominante

ICC prépare des commentaires au sujet des lignes directrices que la Commission européenne doit rédiger sur les abus de position dominante.

Réduire les risques

Les Services ICC pour la prévention des délits commerciaux (CCS) développeront un système d'alerte pour informer les banques, le secteur commercial et les transports maritimes des risques criminels qui les menacent. Afin de faciliter les négociations précontractuelles, les CCS travaillent aussi à la mise en place d'une base de données sur le comportement commercial des affréteurs et des armateurs.

Suivre les pirates à la trace

La Live Piracy Map élaborée par les CCS devrait permettre de repérer en temps réel les actes de piraterie perpétrés dans le monde.



ICC soulignera auprès des gouvernements la nécessité d'améliorer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement sans créer de nouveaux obstacles aux échanges.

Éviter les fraudes

Face à la rapide évolution des marchés financiers mondiaux, le Financial Investigation Bureau d'ICC publiera un manuel révisé sur la détection et la prévention des fraudes concernant les instruments financiers.

Rationaliser la fiscalité

Afin d'éviter que les taxes à la consommation n'entravent le commerce et l'investissement internationaux, ICC rédige des recommandations à l'intention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en collaboration avec le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC). ICC contribue également aux travaux de la Commission européenne sur une assiette fiscale communautaire consolidée. Elle encourage en outre la simplification et la standardisation

raisonnable des exigences relatives aux documents portant sur les prix de transfert.

Propriété intellectuelle

Une « trousse à outils » sur la propriété intellectuelle sera mise en ligne à l'intention des chambres de commerce, avec un guide modèle destiné à être adapté par les entreprises aux conditions locales et une compilation des activités des chambres dans le domaine de la propriété intellectuelle. En partenariat avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ICC organisera aussi pour les chambres de commerce des activités de formation sur la propriété intellectuelle. Dans le cadre de la Convention sur la biodiversité, ICC contribuera au débat sur les questions de propriété intellectuelle relatives au partage des bénéfices découlant des ressources génétiques.

Consolider la chaîne d'approvisionnement

La circulation sans heurt des marchandises du commerce international dépend de systèmes de logistique et de transport sûrs. ICC soulignera auprès des gouvernements la nécessité d'améliorer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement sans créer de nouveaux obstacles aux échanges et encouragera le recours à la reconnaissance mutuelle, par deux ou plusieurs pays, de leurs procédures de sécurité respectives. ICC œuvrera aussi à influencer sur la nouvelle réglementation relative à la sécurité des transports, par le biais de l'Organisation mondiale des douanes et autres.

Limiter l'extraterritorialité

De plus en plus de pays cherchent à appliquer leurs lois et règlements hors de leurs frontières, ce qui entrave sérieusement le commerce mondial. Le rapport d'ICC sur l'extraterritorialité et les entreprises fera le point sur l'expérience du secteur privé et formulera des recommandations sur les moyens de circonscrire le problème.

Les risques de la « longue traîne »

Des recommandations détaillées seront élaborées en ce qui concerne les risques de responsabilité environnementale, de responsabilité de l'employeur et de responsabilité du fait du produit découlant du modèle économique dit « à longue traîne », dans lequel des entreprises à fort pouvoir de distribution vendent de faibles volumes de produits rares.

Rôle des entreprises dans la société

Aide à la lutte contre la corruption

ICC publiera une nouvelle édition de son guide *Fighting Corruption* afin de tenir compte des changements intervenus dans le domaine de la gouvernance et de l'éthique de l'entreprise. ICC rédigera aussi des principes directeurs sur les dispositifs d'alerte éthique des entreprises, qui peuvent être très variables selon les pays, et élaborera un outil de formation afin d'aider les cadres dirigeants à réagir aux tentatives de corruption.

> Stockholm 12.09.2007 > > > > > > Paris 01.11.2007 > > > > > > Miami 04-06.11.2007 > > > > > > Rio de Janeiro 12-15.11.2007 > > > > > > Paris 26.11.2007 > > > > > > Bali 03-14.12.2007 > >



Le président d'ICC et le président du Brésil s'entretiennent du cycle de Doha



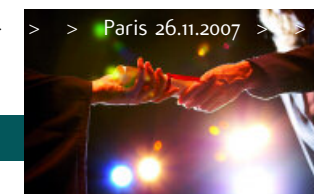
Entrée en fonctions de Jason Fry, nouveau secrétaire général de la Cour internationale d'arbitrage d'ICC



Manifestation consacrée à l'arbitrage commercial international en Amérique latine



ICC participe au Forum sur la gouvernance de l'internet



Remise du premier Prix de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC, à l'occasion de sa réunion annuelle



ICC contribue à la conférence de l'ONU sur les changements climatiques (CoP13) et organise une journée mondiale des entreprises

Responsabilité des entreprises

Afin d'encourager les entreprises à mieux intégrer des programmes de responsabilité sociale dans leurs modèles économiques, ICC étudiera l'impact des questions de responsabilité sociale sur les résultats économiques et financiers des sociétés. ICC publiera aussi un guide internet plus complet des neuf mesures que les entreprises peuvent prendre pour établir un programme de responsabilité sociale, en y incluant ses récents travaux sur la publication de rapports environnementaux et sociaux et sur la responsabilité dans la chaîne d'approvisionnement. ICC continuera d'observer la situation et de contribuer au nom de la communauté économique mondiale aux principales initiatives internationales dans le domaine de la responsabilité des entreprises, dont le Pacte mondial de l'ONU, le groupe de travail de l'ISO sur la responsabilité sociale des entreprises et le mandat du Représentant spécial de l'ONU pour la question des droits de l'homme et des entreprises.

Stimuler le commerce électronique

ICC rédigera de nouvelles prises de position visant à encourager un cadre de lois, de règlements et de politiques facilitant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication afin de favoriser la croissance économique et le développement social, y compris en particulier l'éducation et la formation professionnelle. ICC défendra les positions des entreprises sur des initiatives internationales clés, dont l'élimination des obstacles réglementaires au déploiement de nouveaux services et technologies, la libéralisation des télécommunications,

la coordination technique de l'internet, la sécurité de l'information et des réseaux ainsi que la protection des données et de la vie privée.

World Business Awards

ICC organisera en septembre à New York une cérémonie de remise des prix récompensant 10 projets d'entreprises pour leur contribution remarquable aux Objectifs de développement de l'ONU visant à réduire la pauvreté mondiale d'ici 2015.

Entreprises et environnement

ICC continuera de définir et de défendre la position des entreprises sur les grandes questions relatives à l'environnement et à l'énergie et de maintenir son rôle en tant que principal représentant du secteur privé dans les négociations intergouvernementales clés, dont la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). ICC conduira la délégation des entreprises à la 14^e conférence des parties, en décembre en Pologne, afin de contribuer à l'élaboration d'un régime mondial clair, à long terme, pour la réduction des émissions de carbone. ICC veillera aussi à ce que les entreprises continuent de fournir des procédés, produits et services plus efficaces et plus durables.

Candidatures à l'organisation du congrès de la WCF

De plus en plus de villes se disputent le privilège d'accueillir le Congrès mondial des chambres de commerce, prestigieux forum biennal où les dirigeants de chambres peuvent confronter leurs meilleures pratiques. Les préparatifs de la prochaine



ICC continuera de définir et de défendre la position des entreprises sur les grandes questions relatives à l'environnement et à l'énergie.

édition, qui se tiendra à Kuala Lumpur en 2009, sont en cours. En 2008, la Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF) d'ICC examinera les offres des États-Unis, du Mexique et d'autres afin de décider du lieu du congrès de 2011, qui doit être organisé sur le continent américain.

Certificats d'origine

La Fédération mondiale des chambres de commerce d'ICC élaborera un programme de formation international afin d'améliorer le niveau de compétence des chambres dans la délivrance des certificats d'origine, qui indiquent où les produits sont fabriqués. Elle mettra aussi en place un système d'accréditation international et resserrera les liens avec l'Union européenne, l'Organisation mondiale des douanes et l'Organisation mondiale du commerce afin de promouvoir le rôle des chambres dans ce domaine.

Action d'influence

Proposer des formations

ICC fera partager son expertise mondiale à l'audience la plus large possible en organisant des séminaires et

des conférences et en familiarisant la communauté économique internationale avec ses principaux outils et produits. De nouveaux séminaires seront consacrés aux crédits documentaires, aux Incoterms et aux fondamentaux de l'import-export. ICC publiera un catalogue des conférences et programmes de formation mis en vente à l'intention des comités nationaux et leur proposera son assistance pour le recrutement d'intervenants.

Dernières parutions

Quelque 20 ouvrages, nouveaux ou révisés, seront publiés cette année par ICC Publications sur des sujets tels que l'import-export, la corruption, l'extraterritorialité, le règlement des litiges internationaux portant sur la propriété intellectuelle et les avis d'experts sur les RUU 600 relatives aux crédits documentaires.

Communiquer des messages

ICC continuera de faire entendre la voix des entreprises par le biais de communiqués de presse, d'interviews à la télévision, à la radio et dans la presse écrite, ainsi que de lettres et d'articles d'opinion publiés dans de grands journaux internationaux. Elle continuera aussi de développer son site internet, qui est le moyen le plus efficace de communiquer avec les médias et avec le public, dans le but d'accroître régulièrement chaque année sa fréquentation. En 2007, le site internet d'ICC a comptabilisé au total 12 millions de pages vues, conformément au nouveau système de calcul mis en place. Ce chiffre sera utilisé comme base de comparaison pour les années suivantes.

> Paris 01.01.2008 > > > > > > Monaco 24-25.01.2008 > > > > > > New York 31.01.2008 > > > > > > Dubaï 03-05.02.2008 > > > > > > Paris 15.02.2008 > > > > > > Paris 15-18.02.2008 > >



10^e anniversaire du Règlement de la Cour internationale d'arbitrage d'ICC



Conférence ICC / FIDIC sur le règlement des différends nés de contrats internationaux de construction



Conférence de la Cour internationale d'arbitrage d'ICC et de l'American Arbitration Association



4^e Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage



ICC publie *We Must Talk Because We Can: Mediating International Intellectual Property Disputes*



3^e Concours international ICC de médiation simulée

Projets spéciaux / BASCAP

La contrefaçon et le piratage ont pris les proportions d'une épidémie mondiale qui grève lourdement les entreprises et l'économie mondiale, compromet les investissements dans la créativité et l'innovation, porte préjudice aux marques reconnues et menace la santé et la sécurité des consommateurs. Avec cette vague de pillage, les entreprises sont confrontées à un grave problème de gestion et de protection de leurs droits de propriété intellectuelle. La communauté économique doit à l'évidence agir plus énergiquement contre les faussaires et les pirates, de plus en plus équipés et organisés.

La Chambre de commerce internationale a lancé la Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy (BASCAP) afin de rassembler au niveau mondial les fabricants de tous secteurs pour lutter contre la contrefaçon et le piratage. BASCAP a notamment pour objectif de démontrer aux gouvernements et aux médias que la question est cruciale pour les entreprises.

Résultats 2007

BASCAP a contribué à la rédaction du nouveau rapport de l'OCDE sur les effets mondiaux de la contrefaçon et du piratage. Elle a aussi présidé à l'élaboration de messages clés situant les conclusions de ce rapport dans le contexte plus large du préjudice causé à la société et au développement économique.

BASCAP a continué d'enrichir sa base de données d'études de cas et de rapports quantifiant



BASCAP a approuvé le projet des États-Unis, de l'UE et du Japon de négocier un nouveau traité contre la contrefaçon et le piratage.

les pertes directes et indirectes dans des domaines tels que l'emploi, les transferts de technologie, la santé et la sécurité ou le grand banditisme.

Les entreprises membres de BASCAP ont adressé aux chefs d'État du G8 une lettre les appelant à prendre des mesures énergiques, au sommet de Heiligendamm, et ont exposé huit actions concrètes qui pourraient être immédiatement menées. Après ces recommandations au G8, BASCAP a identifié les domaines lui semblant prioritaires dans les programmes nationaux de protection de la propriété intellectuelle et pressé les pouvoirs publics de réaliser des progrès tangibles.

La première édition de *BASCAP Digest* a été publiée en avril. Ce rapport hebdomadaire fait le tour des principaux articles de presse, décisions

et études de politique générale, et présente un résumé des questions et développements clés.

Constatant la difficulté qu'il y a souvent à obtenir des renseignements sur la contrefaçon et le piratage, BASCAP a continué de développer une série d'outils informatiques en ligne afin de collecter les informations existantes, de générer de nouvelles sources de données fiables et de faciliter les échanges d'informations entre acteurs économiques, décideurs politiques et représentants de la loi.

BASCAP a approuvé le projet des États-Unis, de l'UE et du Japon de négocier un nouveau traité contre la contrefaçon et le piratage.

Plus de 150 entreprises et associations économiques ont apporté leur soutien à BASCAP en participant à ses réunions stratégiques et à ses efforts de communication, ou en lui versant une contribution financière. Le Global Leadership Group de BASCAP s'est étoffé et regroupe à ce jour les PDG de 28 sociétés.

Objectifs 2008

BASCAP fera un suivi de la performance des gouvernements et élaborera des critères afin de leur permettre d'établir un régime de protection efficace des droits de propriété intellectuelle.

BASCAP élaborera et diffusera des principes directeurs démontrant la volonté des entreprises

de créer une chaîne de valeur pour la protection de la propriété intellectuelle.

Afin de mieux informer les décideurs des bénéfices tangibles que l'investissement dans la protection de la propriété intellectuelle peut apporter au développement économique et à la société, BASCAP compilera des études de cas et des rapports détaillés sur les préjudices subis par les États et les économies nationales.

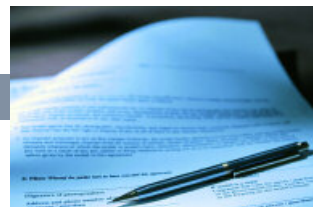
BASCAP mettra en place une campagne mondiale d'éducation du public afin de lutter contre la contrefaçon et le piratage.

En maintenant son centre mondial d'échange d'informations, BASCAP connectera et renforcera tous les efforts notables visant à fournir des informations à jour sur les activités de contrefaçon et de piratage, les stratégies de protection des marques, les initiatives gouvernementales ainsi que les actions en justice, dans tous les secteurs économiques et géographiques.

BASCAP veillera à faire entendre la voix des entreprises sur toutes les initiatives significatives des organisations intergouvernementales.

BASCAP coorganisera avec l'Organisation mondiale des douanes, Interpol, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et des partenaires du secteur privé le 4^e Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage, qui se tiendra en février à Dubaï, dans les EAU.

> Paris 18-21.02.2008 >



Séminaire de formation ICC sur la négociation, la rédaction et la gestion des contrats internationaux et le règlement des litiges

> New York 03.03.2008 >



Des dirigeants d'entreprise proposent une stratégie de lutte contre la contrefaçon et le piratage, sous l'égide de BASCAP d'ICC

> Paris 13.03.2008 >



ICC publie l'édition 2008 de son *Intellectual Property Roadmap*

> Singapour 02-04.04.2008 >



Atelier sur la résolution amiable des différends

> Paris 08.04.2008 >



Journée de travail sur l'arbitrage : audience et délibéré du tribunal

> Cannes 16.05.2008 >



22^e Conférence annuelle sur le droit international de l'audiovisuel

Projets spéciaux / BASIS

ICC a inauguré à la mi-2006 la Business Action to Support the Information Society (BASIS), afin d'exprimer les vues de la communauté économique mondiale sur les questions relatives à la gouvernance de l'internet et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) – outils qui sont un moteur clé de l'économie mondiale et un élément essentiel du développement des entreprises et des nations.

Les gouvernements et autres parties prenantes exigent de parler d'une voix beaucoup plus forte sur la manière dont ces technologies sont gérées. Partager les expériences et mettre en commun l'expertise des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile est essentiel pour parvenir à un accord sur ces questions. BASIS veille par l'intermédiaire des réseaux d'ICC à ce que le point de vue de la communauté économique soit pris en compte.

BASIS s'exprime sur un large éventail de sujets clés, dont :

- ▶ les questions de gouvernance de l'internet telles que le respect de la vie privée, la sécurité, la protection des données ainsi que la coordination et la gestion technique de l'internet
- ▶ la libéralisation du marché des télécommunications
- ▶ la libre entreprise
- ▶ l'innovation
- ▶ l'utilisation des TIC au service du développement économique.

Résultats 2007

À la fin de 2007, 61 entreprises et associations étaient activement engagées dans BASIS afin de lui apporter leur expertise sur les questions de politique générale et de contribuer à son financement.

Le secrétaire général d'ICC, Guy Sebban, a siégé au comité directeur de l'Alliance mondiale des Nations unies pour les TIC au service du développement (GAID), et contribué en son sein à atteindre les objectifs de ce forum international institué afin d'encourager l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour favoriser la croissance économique et le développement social.

À la deuxième réunion du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), à Rio de Janeiro, BASIS a exposé les vues des entreprises et coorganisé deux ateliers, l'un sur l'authentification et la gestion de l'identité

numérique, l'autre sur les processus d'élaboration des politiques plurilatérales. Le secrétaire général d'ICC a pris la parole à la cérémonie d'ouverture du FGI, devant plus d'un millier de personnes. Les membres de BASIS ont participé à l'ensemble du programme, se sont exprimés sur des questions essentielles pour la communauté économique et ont enrichi les débats de l'expertise des entreprises.

Une conférence de haut niveau et une réunion de BASIS se sont tenues à Dubaï, avec pour thème principal le rôle des TIC comme moteur de la croissance économique. La conférence a rassemblé des dirigeants d'entreprise et des responsables gouvernementaux de la région et du reste du monde.

Le secrétaire général d'ICC s'est également exprimé au Forum mondial sur la jeunesse organisé par la GAID à Genève. Il a souligné l'importance de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'esprit d'entreprise dans les efforts visant à faire profiter un plus grand nombre d'habitants de la planète des bénéfices des TIC et de la société de l'information.

Devant la Commission des Nations unies pour la science et la technologie au service du développement, le secrétaire général d'ICC a par ailleurs fait valoir que la participation des parties prenantes devait être renforcée et les besoins des entreprises pris en compte dans la construction d'une société de l'information accessible à tous.

BASIS a défendu en plusieurs occasions les positions et priorités des entreprises sur

des questions clés relatives à l'internet et aux TIC, notamment aux réunions préparatoires du FGI à Genève et Tokyo et à une table ronde de PDG au CeBIT – la plus grande exposition commerciale mondiale de technologies de l'information, organisée à Hanovre, en Allemagne – ainsi que lors de réunions avec des universitaires, des dirigeants des industries de pointe et des spécialistes du capital-risque de la Silicon Valley.

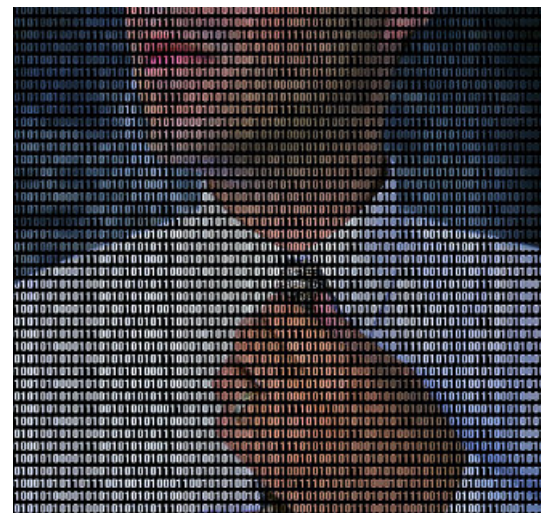
Objectifs 2008

BASIS représentera les entreprises à la session d'évaluation et aux réunions du groupe consultatif du Forum sur la gouvernance de l'internet, en février, et à un séminaire à New Delhi, afin de veiller à ce que la voix de la communauté économique se fasse entendre haut et fort au troisième FGI, en décembre 2008 en Inde.

BASIS participera à la réunion du comité de direction et du conseil stratégique de la GAID, en mai à Kuala Lumpur, afin de mieux faire connaître les initiatives et positions clés des entreprises.

BASIS contribuera à d'autres initiatives faisant suite au Sommet mondial de l'ONU sur la société de l'information (SMSI).

BASIS s'exprimera dans différents organes de presse afin d'exposer les conditions essentielles pour que les entreprises continuent d'investir dans les infrastructures et les technologies de l'information et de la communication.



Au forum sur la gouvernance de l'internet, BASIS a coorganisé un atelier sur la gestion de l'identité numérique.

> Bonn 19-30.05.2008 > > > > > Paris 28.05.2008 > > > > > > Houston 02-04.06.2008 > > > > > Stockholm 11-13.06.2008 > > > > > Paris 16-19.06.2008 > > > > > Stockholm 18.06.2008 > >



9^e Conférence des parties à la Convention de l'ONU sur la diversité biologique



Conférence mondiale d'ICC sur le traitement des données



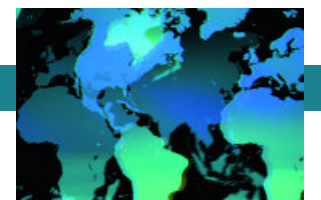
Conférence sur l'arbitrage des litiges nés de contrats de construction



ICC World Business Summit



Séminaire PIDA avancé sur l'arbitrage commercial international, en espagnol



Présentation des candidatures à l'organisation du Congrès mondial des chambres de commerce 2011

Comité directeur

<p>Talal Abu-Ghazaleh (Jordanie) 2007-2009 Fondateur et président, Talal Abu-Ghazaleh Organisation ; président, conseil d'administration du groupe Evian pour la région arabe</p>	<p>Guillermo de la Dehesa (Espagne) 2008-2010 Président : Centre for Economic Policy Research, Observatorio del Banco Central Europeo ; président du conseil consultatif international, IE Business School ; conseiller, Goldman Sachs International ; administrateur, Aviva ; membre du conseil d'administration et du comité directeur, Santander ; membre, Group of Thirty ; président : ICC Espagne, Comité des finances et des audits d'ICC</p>	<p>Financiero Banamex ; vice-président chargé des affaires internationales, Fédération mexicaine des employeurs (Coparmex) ; vice-président, Chambre nationale du ciment (CANACEM) ; membre du conseil d'administration : FUNDES (Mexique), Centre d'études du secteur privé durable (CESPEDES) ; président, ICC Mexique</p>	<p>de commerce germano- finlandaise (DFHK), Chambre de commerce américano-finlandaise ; membre du conseil consultatif : Université de technologie de Helsinki, Académie de technologie suédoise de Finlande ; vice- président, ICC Finlande</p>	<p>William G. Parrett (États-Unis) 2006-2008 Ancien président-directeur général, Deloitte Touche Tohmatsu ; président, United States Council for International Business</p>	<p>Oren Shachor (Israël) 2008-2010 Président-directeur général, Eilat-Ashkelon Pipeline Company ; vice-président et président du comité international, Fédération des chambres de commerce d'Israël ; représentant public des organisations d'employeurs, Conseil national des prud'hommes ; membre, Fédération des chambres de commerce d'Israël ; président, ICC Israël</p>	<p>Lili Wang (Chine) 2006-2008 Vice-président-directeur général, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) ; président, ICBC (Londres) ; vice-président, ICBC (Asie) ; membre : APEC Business Advisory Council (ABAC), Women Leaders Network of the World (WLN)</p>	<p>Membre ex officio Samuel A. DiPiazza, Jr (États-Unis) Président-directeur général, Pricewaterhouse- Coopers International ; président : Conseil mondial pour le développement durable, Conseil consultatif international des leaders économiques auprès du maire de Shanghai ; administrateur, International Accounting Standards Committee Foundation ; membre du conseil d'administration, New York City Ballet ; membre du conseil de direction, Inner City Scholarship Fund ; président du comité d'audit et membre du comité de direction, World Trade Center Memorial Foundation ; président sortant du conseil d'administration, Conference Board ; ancien président mondial, Junior Achievement Worldwide</p>
<p>Carlos A. Bulgheroni (Argentine) 2006-2008 Président, Bridas Corporation ; membre du conseil international, Center for Strategic and International Studies (CSIS) ; conseiller principal de la Human Space Exploration Initiative, CSIS ; coprésident du comité international, The Kennedy Center for the Performing Arts ; ancien président, Conseil économique Mercosur- Europe</p>	<p>Barry Desker (Singapour) 2006-2008 Président : port de Jurong, Singapore Technologies Marine ; vice-président, Singapore Business Federation ; ancien directeur général, Singapore Trade Development Board (devenu IE Singapore) ; ancien ambassadeur de Singapour en Indonésie</p>	<p>Manfred Gentz (Allemagne) 2006-2008 Président du conseil d'administration, Zurich Financial Services ; membre du conseil de surveillance : Deutsche Börse, Adidas ; président, ICC Allemagne</p>	<p>Rainer S. Masera (Italie) 2007-2009 Directeur général, Lehman Brothers ; professeur d'économie politique, université Marconi, Rome ; ancien ministre du Budget, Italie</p>	<p>Tariq Rangoonwala (Pakistan) 2006-2008 Président du conseil d'administration, Rangoonwala Group of Companies ; administrateur, ZVMG Rangoonwala Trust and Foundation ; président, ICC Pakistan</p>	<p>Pere Vicens (Espagne) 2006-2008 Président-directeur général, Editorial Vicens Vives ; président du comité des industries culturelles et de la propriété intellectuelle, Chambre de commerce de Barcelone ; ancien président, Union internationale des éditeurs</p>	<p>Gérard Worms (France) 2007-2009 Vice-président, Rothschild Europe ; premier conseiller, Rothschild & Cie ; ancien président-directeur général, groupe Suez ; président : Centre de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises, ICC France</p>	<p>Rona Yircali (Turquie) Président : Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF), Conseil des relations économiques extérieures, Chambre d'industrie de Balıkesir ; président-directeur général, Best Energy Group ; président du comité directeur, ICC Turquie ; ancien président, Union des chambres de commerce turques</p>
<p>Victor Chu (Hong Kong, Chine) 2007-2009 Président : First Eastern Investment Group, FE Securities Limited, First Eastern Investment Bank Limited ; président, Commission des services financiers et de l'assurance d'ICC</p>	<p>Pierre A. Froidevaux (Mexique) 2008-2010 Président-directeur général, Holcim Apasco ; membre du conseil consultatif, Grupo</p>	<p>Martin Granholm (Finlande) 2007-2009 Président, groupe VR (Chemins de fer finlandais) ; membre du conseil d'administration : groupe Algol, groupe Rettig, Norcar-BSB ; ancien directeur général adjoint et premier vice-président- directeur général, UPM- Kymmene ; ancien vice- président du conseil d'administration, Pohjola Group Insurance Corp. ; vice-président : Chambre</p>	<p>László Parragh (Hongrie) 2006-2008 Président, Chambre de commerce et d'industrie hongroise ; président- directeur général, Parragh Trading and Holding Share Company ; président du conseil de surveillance, KA-VOS Financial Services Trading Close Co. ; vice- président, Gyor-Sopron- Ebenfurt Railway Corporation ; membre du conseil d'administration : Hungarian Export-Import Bank, Hungarian Export Credit Insurance Co. ; membre du conseil économique, université de Hongrie occidentale</p>	<p>Carl F. Salans (Etats-Unis) Président, Cour internationale d'arbitrage d'ICC ; Membre fondateur, Cabinet Salans ; Avocat honoraire au Barreau de Paris</p>	<p>Kees van der Waaij (Pays-Bas) 2007-2009 Président, Unilever Nederland Holdings ; membre du comité directeur, Fédération néerlandaise des employeurs (VNO-NCW) ; membre, Food & Nutrition Foundation ; directeur consultatif, Arbo Unie ; président, ICC Pays-Bas</p>	<p>La présidence et le secrétaire général d'ICC sont aussi membres du comité directeur.</p>	

Présidence



Marcus Wallenberg, président

Président de Skandinaviska Enskilda Banken, de Saab et d'Electrolux AB. M. Wallenberg est aussi vice-président de LM Ericsson. De 1999 à 2005, il a été président-directeur général d'Investor, après en avoir été vice-président-directeur général. Ancien directeur de Stora Feldmühle, Düsseldorf, il siège au conseil d'administration d'AstraZeneca, de Thisbe AB, de Stora Enso Oyj et de la Fondation Knut et Alice Wallenberg.



Jean-René Fourtou, président honoraire

Président du conseil de surveillance de Vivendi. M. Fourtou a été président-directeur général de Vivendi Universal de 2002 à 2005. Il a précédemment exercé les fonctions de vice-président d'Aventis (1999-2002), à la suite de la fusion de Rhône-Poulenc et Hoescht, et de président-directeur général du groupe Rhône-Poulenc (1986-1999). M. Fourtou est en outre administrateur d'Axa, de Capgemini, de Sanofi-Aventis et de Nestlé.

Secrétariat international



Victor Fung, vice-président

Président du Li & Fung Group of Companies et président du Conseil économique du Grand Delta de la Rivière des Perles, de l'autorité de l'aéroport de Hong Kong et du conseil de l'université de Hong Kong. M. Fung est également coprésident du groupe Evian, dont le siège est à Lausanne. De 1991 à 2000, il a été président du Hong Kong Trade Development Council. Il a été élu vice-président d'ICC en décembre 2006.



Guy Sebban, secrétaire général

Guy Sebban est secrétaire général de la Chambre de commerce internationale depuis le 1^{er} juillet 2005. Avant d'entrer à ICC, il a occupé différents postes de responsabilité au sein d'entreprises internationales, dont en dernier Aventis, et a été conseiller principal du PDG de Vivendi Universal. M. Sebban siège également au conseil d'administration du Pacte mondial des Nations unies, principale initiative mondiale volontaire en matière de citoyenneté des entreprises.

Publié en 2008 par

la Chambre de commerce internationale

38, cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France

Tél. + 33 (0) 1 49 53 28 28

Télécopie + 33 (0) 1 49 53 29 24

Internet : www.iccwbo.org

Courriel : icc@iccwbo.org

Publication ICC n° 841

ISBN 978-92-842-0046-7

Copyright © 2008

Chambre de commerce internationale

Tous droits réservés. Toute reproduction, copie ou traduction d'un extrait quelconque de cette publication par quelque procédé que ce soit – graphique, électronique ou mécanique, y compris photocopie, toutes formes d'enregistrement, ou système d'information et d'extrait – est strictement interdite sans autorisation écrite de la Chambre de commerce internationale.

Conception graphique et maquette : Louise Brody

Imprimé en France sur papier recyclé

Crédits photos (de gauche à droite et de haut en bas) :

Couverture : tout @Jupiterimages Corporation

Page 1 : ICC

Page 2 : ICC

Page 4 : ICC ; @Jupiterimages Corporation ; ICC

Page 5 : haut @Jupiterimages Corporation ; bas ICC ;

@Jupiterimages Corporation ; ICC

Page 6 : @United Nations ; @Jupiterimages Corporation ;

@Jupiterimages Corporation

Page 7 : haut @Jupiterimages Corporation ; bas ICC ;

@Jupiterimages Corporation ; Kempinski Hotel

Page 8 : @Jupiterimages Corporation ; @Vincent Muracciole ;

@Jupiterimages Corporation

Page 9 : @Jupiterimages Corporation ; @Vincent Muracciole ; ICC

Page 10 : tout ICC

Page 11 : haut @Vincent Muracciole ; bas @Jupiterimages

Corporation ; @Jupiterimages Corporation ; ICC

Page 12 : haut @Jupiterimages Corporation ; @Ricardo Stuckert ;

ICC ; @Jupiterimages Corporation

Page 13 : ICC ; @Jupiterimages Corporation ; ICC

Page 14 : @Vincent Muracciole ; @Jupiterimages Corporation ;

@Jupiterimages Corporation

Page 15 : tout @Jupiterimages Corporation

Page 16 : haut @Jupiterimages Corporation ; bas @Jupiterimages

Corporation ; @Vincent Muracciole ; @Jupiterimages

Corporation

Page 17 : @Jupiterimages Corporation ; @Jupiterimages

Corporation ; ICC

Page 18 : tout @Jupiterimages Corporation

Page 19 : @Jupiterimages Corporation ; @Vincent Muracciole ;

@Jupiterimages Corporation

Page 20 : ICC ; iStockphoto.com ; @Jupiterimages Corporation

Page 21 : @Jupiterimages Corporation ; ICC ; @Jupiterimages

Corporation

Page 24 : tout ICC